

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

Lieu-dit « Balaillard et Pandu »
38590 Sillans

Références : 2025 – Is216-3SD

Codes AIOT : 0006101090 (carrière) & 0100034176 (installations de traitement des matériaux)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Lieu-dit « Balaillard et Pandu » 38590 Sillans.

L'inspection a été annoncée le 28/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection se déroule dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| • LAFARGE GRANULATS | |
| • Lieu-dit « Balaillard et Pandu » 38590 Sillans | |
| • Code AIOT : 0006101090 (carrière) | • Code AIOT : 0100034176 (installations de traitement des matériaux) |
| • Régime : Autorisation | • Régime : Enregistrement |
| • Statut Seveso : Non Seveso | • Statut Seveso : Non Seveso |
| • IED : Non | • IED : Non |

La carrière de sables et graviers alluvionnaires située au lieu-dit « Balaillard et Pandu » sur la commune de Sillans est autorisée initialement par l'arrêté préfectoral n°97-4688 du 10 juillet 1997 pour une durée de 30 ans.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-10170 du 8 décembre 2009 a modifié les prescriptions de remblayage et de remise en état.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-058-0011 du 27 février 2014 a modifié la production moyenne totale autorisée (360 000 t/an) et les phasages d'exploitation. L'échéance finale d'autorisation reste fixée au 10 juillet 2027.

Le 12 février 2021, la société LafargeHolcim Granulats a présenté une demande d'autorisation de changement d'exploitant à compter du 1er avril 2021 qui a été accordée par l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL UD38-2021-03-38 du 29 mars 2021. Enfin, en application du PPA Grenoble Alpes Dauphiné, l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023-09-21 du 29 septembre 2023 a prescrit une nouvelle valeur limite d'émissions maximale pour les retombées de poussières.

Parallèlement sur le site, des installations de premier traitement des matériaux extraits ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n°2005-00263 du 7 janvier 2005 (puissance de 1 450 kW), complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2024-01-22 du 30 janvier 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eaux de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Références réglementaires	Autre information
1	Activités et production autorisées	AP Complémentaire du 27/02/2014, article 1 AP Complémentaire du 08/12/2009, article 2	Pas d'observation
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 27/02/2014, article 3	Pas d'observation
3	Surveillance, clôtures et accès	Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, articles 5 & 6.4 Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, articles 8.1 & 8.2	Pas d'observation
4	Information du public	Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 6.1 AP Complémentaire du 08/12/2009, article 2	Pas d'observation
5	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 7.6 AP Complémentaire du 08/12/2009, article 2	Pas d'observation
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 9.2	Pas d'observation
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 10.1 Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 10.1	Pas d'observation
8	Prélèvement en eau	Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 10.2 AP Complémentaire du 30/01/2024, article 1	Pas d'observation
9	Rejet d'eaux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 10.2 Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 10.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Références réglementaires	Autre information
		Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58	
10	Suivi de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 7.3 AP Complémentaire du 08/12/2009, article 5	Pas d'observation
11	Pollution atmosphérique - Poussières	Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 11 Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 11 AP Complémentaire du 29/09/2023, article 1 Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Demande d'action corrective
12	Bruit	Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 13 Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	Pas d'observation
13	Déchets	Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 12	Pas d'observation
14	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Pas d'observation
15	Conditions d'admission en remblayage	AP Complémentaire du 08/12/2009, articles 2 & 3	Pas d'observation
16	Traçabilité des TEX et sédiments - Contenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Pas d'observation
17	Traçabilité des TEX et sédiments - Déclaration au registre national RNDTS	Code de l'environnement, article R.543-43-1.-II	Observation
18	Déclaration annuelle GERE des émissions polluantes et des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, articles 4, 6 & 7	Pas d'observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des dispositions contrôlées et relatives à l'exploitation de la carrière de Sillans et de ses installations de traitement est conforme. Une demande de rectification de fréquence de suivi et une observation ont été émises.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités et production autorisées

Références réglementaires : AP Complémentaire du 27/02/2014, article 1 AP Complémentaire du 08/12/2009, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Prescription contrôlée : <i>L'exploitation de la carrière est autorisée pour une production annuelle maximale de 360 000 tonnes/an. La hauteur de découverte est de 1 m. La hauteur de banc exploitable est de 20 m. La cote limite en profondeur est de 409 m NGF, à 10 mètres des plus hautes eaux connues de la nappe souterraine. L'apport de matériaux inertes extérieurs est autorisé en remblayage (art. 2 de l'APC du 08/12/2009).</i>
Constats : L'inspection des installations classées constate que la production annuelle respecte la production annuelle maximale autorisée. Le gisement restant est estimé à environ 4 500 000 tonnes. Les conditions d'exploitation sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/02/2014, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Prescription contrôlée : <i>L'autorisation d'exploiter est conditionnée à la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé ci-après. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement. Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance. Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire. Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. [...]</i>
Constats : L'inspection des installations classées confirme que les garanties financières ont été correctement actualisées et ont fait l'objet d'un nouvel acte de cautionnement solidaire daté du 24 octobre 2024, avec date d'effet au 1 ^{er} janvier 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance, clôtures et accès

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, articles 5 & 6.4 Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, articles 8.1 & 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : <i>L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation, doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation.</i> <i>L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.</i> <i>L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité. L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</i> <i>L'accès à la voirie publique, depuis la carrière, est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.</i>
Constats : L'inspection des installations classées constate que les dispositions déployées sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Information du public

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 6.1 AP Complémentaire du 08/12/2009, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents :</i> <ul style="list-style-type: none">• son identité,• la référence de l'autorisation et l'objet des travaux,• les types de déchets inertes admissibles (art. 2 de l'APC du 08/12/2009),• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les dispositions déployées sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registres et plans

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 7.6 AP Complémentaire du 08/12/2009, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Ce plan est mis à jour une fois par an. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;*
- les bords de la fouille ;*
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;*
- les zones en cours d'exploitation, en cours de remblayage (art. 2 de l'APC du 08/12/2009) et remises en état ;*
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;*
- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction et d'apports extérieurs.*

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état) sont consignées dans une annexe à ce plan.

Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que le plan d'exploitation de la carrière et des installations comprend bien l'ensemble des informations attendues. La dernière actualisation date de mars 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 9.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- D'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.*
- D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;*
- De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.*

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Toutes dispositions sont prises pour permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder rapidement à l'intérieur de l'établissement et ceci en l'absence même de présence permanente sur le site.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les dispositions déployées sont conformes. La dernière vérification annuelle des moyens d'extinction a été réalisée par la société EUROFEU en octobre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 10.1
Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 10.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux où des liquides résiduels.

Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les produits récupérés en cas d'accident doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les eaux de ruissellement sur l'aire étanche des installations de traitement et de ses alentours sont récupérées, traitées par un débourbeur-déshuileur avant d'être intégrées et réutilisées avec les eaux chargées dans le process industriel (débourbeur, clarificateurs).

L'inspection des installations classées constate par ailleurs que tous les stockages de produits liquides susceptibles de générer une pollution sont réalisés sur des rétentions correctement dimensionnées.

Les dispositions sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prélèvement en eau

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 10.2
AP Complémentaire du 30/01/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Le prélèvement dans la masse d'eau des Alluvions de la Plaine de Bièvre-Valloire est autorisé pour un volume annuel maximal de 72 000 m³/an ; journalier de 500 m³/jour maximum et un débit horaire maximal de 70 m³/h.

L'installation de prélèvement sera munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé ; le relevé sera fait hebdomadairement et les résultats seront inscrits sur un registre. Annuellement, l'exploitant fera part à l'inspection des installations classées et au service en charge de la police du milieu de prélèvement de ses consommations d'eau.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les prélèvements d'eau sont correctement transmis chaque année et que les valeurs limites maximales de prélèvement sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejet d'eaux dans le milieu naturel

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 10.2 Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 10.3 Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : <i>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5,5 et 8,5;• la température est inférieure à 30 °C ;• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l ;• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l. <i>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</i> <i>Art. 58 AM du 26/11/2012 : La fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle. Si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle.</i> <i>Si un résultat d'une analyse est supérieur à une des valeurs limites, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.</i>
Constats : L'inspection des installations classées constate que l'ensemble des eaux pluviales collectées sur la plateforme des installations sont traitées par un débourbeur-déshuileur puis réutilisées dans le circuit de lavage des matériaux. Sur le reste de l'emprise de la carrière, l'eau s'infiltre naturellement. L'inspection des installations classées confirme qu'il n'y a aucun rejet canalisé d'eau au milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 7 .3 AP Complémentaire du 08/12/2009, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : <i>Deux tubes piézométriques devront être implantés à l'aval et à l'amont hydrogéologique de la carrière et devront pénétrer de trois mètres dans la nappe phréatique. Leur diamètre et leur équipement devront permettre d'effectuer des prélèvements à des fins d'analyse par un laboratoire indépendant. Il sera effectué une analyse de type C3 (physico-chimique) puis une analyse semestrielle de type C4a (hydrocarbures et phénols).</i> <i>Art. 5 APC du 08/12/2009 : Les paramètres à analyser sont au minimum : la demande chimique en</i>

oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les hydrocarbures, les sulfates (SO_4^{2-}) et le fer total (Fe). L'exploitant effectue a minima une surveillance semestrielle du niveau des eaux souterraines et de la qualité de ces eaux, en périodes de hautes eaux et de basses eaux.
Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux comportant les éléments nécessaires à leur évaluation. [...]

Constats :

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant poursuit la surveillance de la qualité des eaux souterraines de la nappe sur 4 piézomètres, puis 6 à partir de mi-2023, deux fois par an.

L'inspection des installations classées a consulté les rapports établis par le laboratoire agréé SGS depuis 2023. Les prélèvements ont été réalisés aux dates suivantes : les 4 mai et 12 octobre 2023, les 6 juin et 9 septembre 2024, les 5 juin et 30 octobre 2025.

Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres physico-chimiques prescrits par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux installations de stockage de déchets inertes : $t^\circ\text{C}$, pH, turbidité, conductivité, indice hydrocarbures totaux C10-C40, carbone organique total (COT), indice phénol, demande chimique en oxygène (DCO), sulfates, métaux lourds, sauf les composés organiques volatils (COV), hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), polycrolobiphényles (PCB). Les analyses sont complètes par rapport aux prescriptions.

Aucun résultat d'analyse n'appelle d'observation particulière, mis à part certaines concentrations sur PZ1 bis au second semestre 2023 lors de sa création avec une teneur élevée en aluminium notamment et matières en suspension, silice, silicium. Ces anomalies n'ont pas été retrouvées lors des prélèvements et analyses ultérieurs.

Les niveaux de la nappe sont relevés mensuellement et capitalisés dans un tableau de suivi. Les résultats n'appellent pas d'observation particulière. En 2025, le plus haut niveau de la nappe a été relevé sur PZ3 à 379,57 m NGF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Pollution atmosphérique - Poussières

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 10/07/1997, article 11
Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 11
AP Complémentaire du 29/09/2023, article 1
Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage. Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin et notamment lorsque les conditions météorologiques l'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.

La vitesse est limitée à 25 km/h.

Les véhicules quittant le site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Un dispositif permettant le nettoyage des roues et du châssis des véhicules est installé en sortie du site.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Les émissions de poussières sont captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, ou combattue à

la source par capotage ou aspersion (pulvérisation d'eau) des points d'émission ou par tout procédé d'efficacité équivalent. La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter des accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.
Le brûlage à l'air libre est interdit.

Art. 11 AP du 07/01/2005 + art. 1 APC du 29/09/2023 :

L'exploitant est tenu de mettre en place (ou de poursuivre) un plan de surveillance des émissions de poussières conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations des carrières. Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires.

La valeur limite définie à l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié est fixée à 350 mg/m²/jour.

Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Art 57 AM du 26/11/2012 : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que la vitesse de circulation sur le site est bien limitée à 25 km/h, qu'un dispositif permettant le nettoyage des roues et du châssis des véhicules est bien installé en sortie du site.

En application des règles générales applicables aux activités d'extraction de matériaux (AM carrières du 22 septembre 1994), l'exploitant avait réalisé 8 campagnes trimestrielles de mesures de retombées de poussières entre 2018 et 2020, toutes avec des résultats conformes, et était ainsi passé sur une surveillance semestrielle.

L'inspection des installations classées constate que la surveillance des retombées de poussières se poursuit avec des jauges aux 6 stations convenues (3 stations en limite de site, 2 dans le voisinage et 1 station témoin).

L'exploitant dispose sur site d'une station météorologique (qui n'a toutefois pas fonctionné lors de la campagne du premier semestre 2023 mais a bien été rétablie lors des campagnes suivantes).

L'inspection des installations classées constate que la teneur mesurée au point V2 en voisinage est à nouveau importante lors de la seconde campagne 2023 (septembre/octobre) avec un résultat de 1 152 mg/m²/j. A la lecture de l'ensemble des autres résultats, notamment en limite de site, il est probable que l'activité agricole de la ferme sur ce point contribue pour une bonne part à ce

résultat.

Enfin, l'inspection des installations classées constate que la jauge V1, de type b), présente une moyenne annuelle glissante en 2024 de 463 mg/m²/j supérieure à la nouvelle valeur limite d'émissions de 350 mg/m²/j introduite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2023. Les résultats des mesures ultérieures en 2025 redeviennent nettement conformes sur les deux points V1 et V2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Le site, dans son fonctionnement global et intégré, accueille les installations de premier traitement de matériaux qui, elles, nécessitent le maintien d'une surveillance trimestrielle.
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de revenir à une surveillance trimestrielle des retombées de poussières à partir de 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Bruit

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 13
Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée, ainsi que la périodicité et l'emplacement des mesures, sont fixés dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les ZER (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période diurne de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours et fériés	Émergence admissible pour la période nocturne de 22 h à 7 h, ainsi que dimanches et jours et fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes. Les avertisseurs de recul des engins de chantier sont de type "cri du lynx".

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans un délai d'un an à compter de la notification du

présent arrêté, puis renouvelé tous les cinq ans. En tant que de besoin, une fréquence de mesure plus importante pourra être demandée à l'exploitant par l'inspecteur des installations classées.

Art. 52 de l'AM du 26/11/2012 : [...] Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.

La fréquence des mesures est annuelle. Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle. Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les émissions sonores sont régulièrement surveillées.

Les dernières mesures des niveaux de bruit en limite de propriété (4 points) et en zones à émergence réglementée (4 points) ont été réalisées en septembre 2020 et septembre 2023.

L'inspection des installations classées constate que les niveaux d'émergence dans le voisinage comme les niveaux de bruit mesurés en limite de propriété sont conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- La prochaine campagne de mesures des émissions sonores aura lieu en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2005, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination, sauf en cas de recyclage interne à l'installation.

[...] Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination, les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les diverses catégories de déchets (ferraille et

déchets industriels non dangereux) sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées (collecte assurée par la société Arc-en-Ciel).

Les quantités présentes sur site ne dépassent pas un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination ou recyclage dédiée.

L'inspection des installations classées constate que les déchets dangereux générés sur la carrière et ses installations de traitement sont les déchets de curage des débourbeurs-déshuileurs collectées par la société SOGEDAS, les huiles, eaux souillées, filtres à huile et aérosols collectés par la société CHIMIREC. L'inspection des installations classées a contrôlé les bordereaux de suivi de ces déchets dangereux établis en 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière.

Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion est révisé tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Il est transmis au préfet.

Constats :

Lors du précédent contrôle, l'inspection des installations classées avait consulté la dernière actualisation du plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées établie en mai 2022.

Le contenu est conforme aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Conditions d'admission en remblayage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2009, articles 2 & 3

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Prescription contrôlée :

Les seuls déchets admissibles sont les déchets énumérés dans l'annexe I : déchets de construction et de démolition triés (170101 Bétons, 170102 Briques, 170103 Tuiles et céramiques, 170107 Mélange), déchets de verre non recyclables ailleurs (170202), Terres et pierres y compris déblais (170504).

Déclaration Préalable : Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet inerte, le producteur des déchets remet à l'exploitant de la carrière un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le

document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets.

Procédure d'acceptation préalable : En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur arrivée dans la carrière, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets dans la carrière. Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30- 402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

Contrôles d'admission : Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement. Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission et la subordonne aux résultats de la procédure d'acceptation préalable. Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m³. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages...) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.

En cas d'acceptation des déchets, un **accusé de réception** est délivré à l'expéditeur des déchets. En cas de refus, l'inspection des installations classées est informée, sous la forme d'un récapitulatif mensuel adressé en début de mois, des caractéristiques du ou des lot(s) refusé(s) (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...).

Registre d'admission : L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception,
- la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- la référence du document préalable ;
- le moyen de transport utilisé et son immatriculation ;
- la masse des déchets ;
- la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement du site.

[...]

Le **suivi des prescriptions** sera assuré par un organisme extérieur qui devra transmettre un rapport annuel à M. le Préfet.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que :

- la liste des déchets admissibles est présente dans le guide Lafarge remis aux clients,
- la liste des déchets refusés est rappelé par affichage en entrée du site et de l'accès à la zone de remblais,
- Lafarge a mis en place une plateforme numérique DAP E@sy pour l'établissement des documents d'acceptation préalable,
- la procédure d'acceptation préalable avec les contrôles administratifs et visuels est respectée,
- le plan d'exploitation de la zone de remblais est tenu à jour,
- le registre d'admission est tenu à jour et conforme,
- un registre des refus est tenu à jour,
- l'exploitant réalise deux prélèvements par mois sur les déchets inertes admis en remblais pour analyses de lixiviation par le cabinet SGS,
- l'exploitant dispose d'un réseau de 6 piézomètres et réalise une surveillance mensuelle du niveau des eaux souterraines et une analyse semestrielle sur les paramètres chimiques prescrits.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant fait réaliser un suivi annuel des prescriptions de remblayage par un organisme extérieur (Setis).

L'inspection des installations classées constate que l'ensemble des prescriptions et des conditions d'admission de matériaux et déchets inertes en remblayage sur le site sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Traçabilité des terres excavées et sédiments – Contenu du registre chronologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets, RNDTS

Prescription contrôlée :

*Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un **registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants**.*

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- *la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;*
- *les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;*
- *lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R.541-7 du Code de l'environnement ;*
- *s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ;*
- *le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;*
- *le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.541-45 du Code de l'environnement ;*

- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
 - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
 - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L.125-6 ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du Code de l'environnement ;
 - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-56 du Code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;
- d) Concernant l'opération de traitement :
- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose bien d'un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Les informations contenues dans les outils logiciels de l'exploitant sont complètes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Traçabilité des terres excavées et sédiments – Déclaration au registre national RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.543-43-1.-II

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets, RNDTS

Prescription contrôlée :

Le ministre chargé de l'environnement met en place une **base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments »**, dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et

<p>les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments.</p> <p>Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R.541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a bien réalisé, tout au long de l'année 2025, les téléversements mensuels de son registre chronologique issu de son système logiciel et des documents d'acceptation préalables informatisés DAP'E@sy.</p> <p>Seules les données des lots admis sur site, sans DAP'E@sy, avec un renseignement manuel des informations (8 lots seulement en 2025 représentant moins de 20 % du tonnage admis sur l'année) n'ont pas fait l'objet d'un export vers le registre national des terres excavées, déchets et sédiments (RNTDS) intégré dans Vigiedéchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➤ L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place en 2026 les solutions logicielles et/ou organisationnelles pour permettre l'exhaustivité de l'export des données d'admission sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Déclaration annuelle GERE des émissions polluantes et des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, articles 4, 6 & 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, GERE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 4 : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé de l'environnement les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, [...]; • les émissions chroniques ou accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets [...]; • les volumes d'eau prélevée dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m³/an ; • les volumes d'eau rejetée, le nom et la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement est supérieur à 50 000 m³/an [...]. <p>Art. 6 : La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet [...].</p> <p>Art. 7 : La déclaration des données d'émission d'une année est effectuée avant le 1er avril de l'année suivante si elle est faite par télédéclaration.</p>

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les déclarations annuelles GEREP sont correctement renseignées.

Type de suites proposées : Sans suite